



« Les terres rares sont à la Chine ce que le pétrole est au Moyen-Orient »

Deng Xiaoping, Homme d'État Chinois

Les terres rares sont un ensemble de 17 métaux aux propriétés voisines indispensables à la fabrication de produits de technique de pointe. Leur luminescence et leur magnétisme sont nécessaires tant aux ampoules et aux batteries de téléphones portables qu'aux laser et aux missiles guidés. Ces métaux ne sont pas rares au sens géologique mais les méthodes d'extraction coûteuses et la forte pollution liée à leur traitement en font un bien économique rare. Le contrôle de ces métaux est désormais un enjeu d'autonomie stratégique.

Les terres rares : un levier de puissance pour la Chine

L'étendue des réserves chinoises en terres rares, concentrées en Mongolie intérieure, combinée à l'absence de normes environnementales sont les facteurs principaux du monopole chinois qui, avec 50% des ressources mondiales, totalise plus de 90% des parts de marché de ces métaux. La Chine a tiré parti de ce quasi-monopole pour générer un choc des terres rares. En septembre 2010, elle impose des quotas à l'exportation qui font craindre une pénurie avec une envolée du prix de ces métaux. Pékin amorçe ainsi une transition industrielle : il ne s'agit plus d'exporter des matières premières mais des métaux rares transformés à plus forte valeur ajoutée.

L'instauration des quotas se greffe sur la crise diplomatique avec le Japon qui fait suite à l'arraisonnement d'un chalutier chinois par les autorités japonaises, en septembre 2010, dans les îles Senkaku/Diaoyu que se disputent les deux États. Le Japon, dépendant de l'approvisionnement chinois en métaux rares pour son industrie *high tech*, est la première victime de ces quotas à l'exportation qu'il perçoit comme des mesures de rétorsion.

La sécurité des approvisionnements en terres rares : le spectre du choc pétrolier

À l'image du choc pétrolier, le choc des terres rares révèle l'importance de ces métaux. La politique d'exportation de la Chine incite les États importateurs à envisager des alternatives pour minimiser l'impact du monopole chinois. Le Japon, pays le plus touché par ces restrictions, compte ramener à 40% son importation de terres rares en provenance de Chine d'ici 2018. Selon le ministère des Finances japonais, en 2014, cette dépendance n'était plus que de 60% contre 90% en 2008. Sa stratégie repose sur une utilisation réduite, sur la prospection, sur le recyclage et sur les investissements pour le développement de mines en Inde, en Australie et en Malaisie.

En France, la crise de 2011 n'a pas mené à l'élaboration d'une politique d'approvisionnement sécurisé d'une ampleur comparable à celle du choc pétrolier de 1973. Toutefois, la même année, est créé un Comité pour les métaux stratégiques (COMES) pour réfléchir à ces enjeux et pour proposer une réponse à la dépendance en terres rares.

La France : futur acteur de la géopolitique des terres rares ?

Si la France est moins active que le Japon sur la question, c'est qu'elle n'est qu'indirectement touchée. De fait, les industries métallurgiques et électroniques françaises sont bien implantées en Chine. La transformation des terres rares s'effectuant sur place, ces entreprises ont enregistré une nette augmentation des coûts sans pâtir des mesures de quotas. Néanmoins, la France est dépendante de la production chinoise. La crise des terres rares alerte sur les risques de ce monopole dans les domaines de l'aéronautique et de la défense. À l'heure où la plupart des techniques d'armements modernes s'appuient sur les propriétés de ces métaux, l'autonomie stratégique française est à réévaluer.

Le COMES attire l'attention sur la prospection et sur le recyclage. Ce dernier est résiduel : il constitue 1% de la production actuelle mondiale et les sites de recyclage français du groupe belge Solvay devraient fermer fin 2016, la baisse du cours des terres rares rendant l'activité trop onéreuse. La prospection est quant à elle plus prometteuse. Une étude *offshore* menée par l'université de Tokyo a révélé la présence abondante de terres rares dans les eaux de la Polynésie française qui pourrait dépasser 30% des ressources mondiales disponibles. Si l'exploitation de ces ressources devient rentable, elle sera alors soumise à de fortes contraintes environnementales.

Comme le soulignait Deng Xiaoping, les terres rares, à l'image du pétrole, constituent un atout stratégique pour la Chine. Mais à la différence de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, qui en maintenant un prix du baril élevé avait suscité la recherche de solutions autres, Pékin parvient à réajuster en permanence sa politique des terres rares pour conserver intact ce levier de puissance.

Ces propos ne reflètent que l'opinion de l'auteur.